

A propos du commerce international, les éleveurs ont demandé au gouvernement de se rendre compte qu'en ce qui concerne les bestiaux, notre relation commerciale la plus importante est celle avec les États-Unis. La C.C.A a demandé que des études soient effectuées pour déterminer la situation concurrentielle des producteurs canadiens de bœuf par rapport à leurs homologues américains et que désormais toutes les politiques gouvernementales visent à améliorer notre position. Elle a souligné qu'il n'en a pas toujours été ainsi dans le passé.

Je voudrais dire quelques mots au sujet de la teneur protéique des moulées. Je veux parler des récentes interdictions aux États-Unis et au Canada, mais à mon avis il y avait l'automne dernier des indices très évidents de cette grave pénurie imminente de protéines. Les grandes pluies, la neige, la boue et l'hiver peu rigoureux indiquaient clairement que la récolte de soya serait manquée dans les deux pays. Des mesures auraient pu et dû être prises à la fin de l'automne dernier pour protéger nos stocks et nos sources d'approvisionnement de provenances à haute teneur protéique. Plus particulièrement, le Canada aurait dû prendre des mesures spéciales pour protéger ses approvisionnements de soya sous la forme d'un accord préférentiel avec les États-Unis. A la nouvelle de ces mauvaises récoltes le Canada aurait dû aussi prendre des mesures pour encourager et augmenter notre propre production de farine protéique partout au pays.

Tant qu'on n'aura pas annoncé une politique officielle en matière de grains fourragers il sera très difficile d'apporter plus de précisions dans cet important débat. Cependant, avant de terminer, permettez que je rappelle à tous les députés cette réalité capitale de la vie agricole: financièrement, les cultivateurs canadiens vendent presque trois fois plus de bétail que de céréales. En d'autres termes, l'élevage des animaux d'embouche au Canada, dont l'industrie des bovins de boucherie est de loin le secteur le plus important, environ 1.2 milliard en dollars par année dans l'exploitation agricole, absorbe—et de loin—la plus grande partie de toute la production canadienne de provende, nos exportations y comprises.

En tant que la plus importante cliente, cette question revêt une importance capitale pour notre industrie bovine canadienne. Nous espérons bien et, à vrai dire, nous croyons qu'il est raisonnable d'exiger un engagement total dans l'ultime décision sur cette question des grains fourragers.

En fin de compte, monsieur l'Orateur, je rappelle à la Chambre que l'Association canadienne des éleveurs de bovins—et à vrai dire tous les éleveurs de bestiaux, je pense—tiennent à ce que la Commission canadienne du blé continue d'agir comme principal organisme d'exportation du blé et de toutes les provenances en excédent de nos besoins. La production et la commercialisation des provenances constituent facilement la partie la plus importante de notre industrie céréalière aujourd'hui tandis que l'avenir de notre industrie fourragère repose sur l'élevage des bestiaux au Canada—des bovins en particulier.

M. Les Benjamin (Regina-Lake Centre): Monsieur l'Orateur, je prends la parole afin d'ajouter quelques observations à ce débat d'une si grande importance pour tous les Canadiens. Nul député dont la circonscription compte une région rurale ne saurait penser autrement.

Le ministre chargé de la Commission du blé n'arrive pas à comprendre ni la raison d'être des craintes, des rumeurs et du malaise ressenti au sujet des provenances et de leur vente dirigée, ni les difficultés dont les importations et les approvisionnements nationaux à teneur protéiques sont la cause. Il y a à cela de nombreuses raisons, monsieur l'Orateur, et non la moindre est le fait que le dossier du

Grains fourragers

ministre ces dernières années justifie les craintes des agriculteurs. Le ministre n'a pas appris et ne comprend toujours pas pourquoi les agriculteurs se sentent mal à l'aise et inquiets au sujet de la santé et du bien-être de la Commission canadienne du blé et de la vente dirigée depuis qu'il s'en mêle.

Je vais expliquer pourquoi ils continuent de craindre en me servant d'une déclaration que le ministre a faite il y a eu trois semaines vendredi. Parlant de son abominable bill de stabilisation, il dit:

● (minuit)

J'ai été pratiquement forcé de laisser tomber le bill sur la stabilisation des prix, non pas à cause du désaccord honnête des associations agricoles, mais en raison des actes malicieux des hommes politiques de l'opposition.

Le ministre a dit deux choses: d'abord, qu'il n'y avait pas de désaccord honnête de la part des associations agricoles, ce qui à mon avis, n'est pas exact, et, deuxièmement, que les hommes politiques de l'opposition avaient commis des actes malicieux.

Les syndicats du blé de la Saskatchewan, de l'Alberta, du Manitoba, les United Grain Growers, les fédérations agricoles des trois provinces, la Fédération canadienne de l'agriculture, même les Palliser Wheat Growers et les gouvernements des trois provinces des Prairies, étaient tous unis pour s'opposer au bill sur la stabilisation des prix des céréales. Lorsque le ministre fait une déclaration comme celle-là, on ne peut que supposer qu'il n'a rien compris et qu'il n'a pas écouté les associations agricoles, et ces dernières le savent. Tant que les associations agricoles ne seront pas convaincues du contraire par les mesures qui prendra le gouvernement, elles resteront craintives et inquiètes, étant donné en particulier que le personnel du ministre, ainsi que celui du ministre de l'Agriculture, continuent à tâter le terrain pour voir le genre de réaction que produira dans le pays une politique visant à soustraire les grains fourragers à l'autorité de la Commission du blé, qu'ils soient destinés à des fins nationales ou à l'exportation.

L'autre élément qui les inquiète et les effraie est l'attitude merveilleuse du parti libéral à être assez désorganisé pour faire faire la même chose à deux ministres différents aux deux extrémités du pays. Chaque ministre semble prétendre que c'est lui qui devrait faire les déclarations importantes. Le ministre de l'Agriculture (M. Whelan) qui n'a pas jugé bon d'assister à cette partie du débat, a télégraphié aux ministres de l'Agriculture des provinces pour leur dire de ne pas s'inquiéter et qu'il allait discuter des politiques relatives aux grains fourragers avec eux, à Charlottetown, le 24 juillet; et, incroyable mais vrai, le ministre responsable de la Commission du blé a dit aux quatre ministres de l'Agriculture et aux quatre premiers ministres des provinces de l'Ouest de ne pas s'inquiéter. Il leur a envoyé un télégramme disant: «Nous parlerons de cette question avec vous à Calgary le 24 juillet.»

De quoi veut-il parler, avec qui, et qui doit faire quoi avec qui, que ce soit à Charlottetown ou à Calgary? Vraiment, quelqu'un devrait dire au ministre de l'Agriculture qu'il ferait peut-être mieux d'annuler la réunion du 24 juillet à Charlottetown car je connais au moins un ministre de l'Agriculture qui n'y assistera pas, et je ne serais pas surpris si quatre ministres de l'Agriculture au moins ne venaient pas à Charlottetown le 24 juillet.